

## « Un outil contre l'autonomie des paysans » selon la Confédération paysanne

© 14/02/2019 |  Arnaud Carpon •  Terre-net Média

**Alors que, selon Christiane Lambert, Didier Guillaume devrait signer le « contrat de solutions » défendu par la FNSEA lors du prochain salon de l'agriculture, la Confédération paysanne dénonce un « contrat pour l'industrie et contre l'autonomie des paysans ».**

Lors de l'entretien des leaders de la FNSEA à l'Élysée, Didier Guillaume a indiqué qu'il signerait le « **contrat de solutions** » du syndicat lors du prochain salon de l'agriculture. Alors que Christiane Lambert a rappelé cet engagement du ministre devant les céréaliers de l'AGPB réunis en congrès à Compiègne jeudi 14 février 2019, la Confédération paysanne dénonce, dans un communiqué, un « soutien des démarches qui vont à l'encontre de l'autonomie des paysans ».

« Sous prétexte de répondre aux attentes sociétales, la FNSEA et ses partenaires ont conçu un **redoutable outil de promotion de l'industrie phytopharmaceutique**, des industriels de l'agroéquipement et des entreprises du biocontrôle », réagit le syndicat, rappelant que l'UIPP, Axema et l'IBMA sont cosignataires de ce contrat. « Qui pourrait croire que l'Union des industries de la protection des plantes, lobby en chef des pesticides, signerait un contrat réduisant l'usage des produits qu'elle commercialise ? »

La **Confédération paysanne critique la démarche initiée par la FNSEA** notamment parce qu'elle n'envisage pas, selon elle, de « changement de modèle agricole incluant une **sortie des pesticides** ». « La démarche vise en réalité à promouvoir des solutions commerciales de « protection des plantes » pour maintenir la dépendance du monde agricole à toute une série d'intrants coûteux, qu'il s'agisse des pesticides ou d'autres outils technologiques. La FNSEA semble n'avoir que faire de l'autonomie des paysans ». Le syndicat craint par ailleurs que le « tampon officiel du gouvernement sur ce contrat » ne vienne faciliter « la captation des financements » et regrette un soutien officiel à un « contrat d'engraisement du secteur de l'agro-industrie ».

À lire aussi >> [La FNSEA « déploie » son « contrat de solutions »](#)